



PANTHÉON-ASSAS
UNIVERSITÉ
PARIS

IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

18 juillet 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
11 juillet 2024
n° 26 / 8047^e
pages 1273 à 1320



ÉDITORIAL

1273 Propos juridiques et questionnement anthropologique, *Michel Vivant*

ACTUALITÉS

- 1276 Clause abusive (action collective) : appréciation juridictionnelle abstraite
- 1276 Conciliation (confidentialité) : trouble manifestement illicite
- 1277 Bail commercial (sous-location) : prestations de service spécifiques
- 1278 Responsabilité civile (père et mère) : exercice conjoint de l'autorité parentale
- 1279 Manquement contractuel (tiers) : portée de la responsabilité délictuelle
- 1279 Bail d'habitation (époux) : renonciation à son droit du conjoint survivant
- 1281 Agent public (protection fonctionnelle) : inconstitutionnalité du régime
- 1285 Fin de non-recevoir (délai) : opposition à un appel principal

POINTS DE VUE

- 1286 Les implications juridiques de la condamnation de D. Trump à New York, *Christophe Fabre*
- 1288 Pénalisation des mortiers d'artifice, *Thomas Lebreton*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1296 **Chronique** : Le législateur torpille les jurisprudences *INSERM* et *SMAC*. *Jérémy Jourdan-Maraques*





- 1301 **Panorama** : Droit de l'exécution, *Anne Leborgne et Jean-Denis Pellier*
- 1311 **Notes** : Mise en conformité d'une construction : inachèvement du chantier de l'exclusion de la proportionnalité, *note sous Civ. 3^e, 4 avr. 2024, Maxime Cormier*
- 1315 Devenir des fonds propres versés sur un compte bancaire en régime de communauté, *note sous Civ. 1^{re}, 2 mai 2024, Élisabeth Rousseau*

ENTRETIEN

- 1320 Renaud Mortier – Le mauvais procès des rachats d'actions

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DIESAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr – Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juillet 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Michel Vivant

1273

Propos juridiques
et questionnement anthropologique

ACTUALITÉS

1276

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Clause abusive (action collective) : appréciation
juridictionnelle abstraite, *CJUE 4 juill. 2024*

Entreprise en difficulté

Cconciliation (confidentialité) : trouble
manifestement illicite, *Com. 3 juill. 2024*

Déclaration des créances (destinataire) :

mandataire judiciaire associé, *Com. 3 juill. 2024*

Déclaration des créances (clébiteur) :

portée de l'omission sur la liste des créanciers,
Com. 3 juill. 2024

Interruption des instances en cours :

fixation du montant d'une créance au passif,
Com. 3 juill. 2024

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (sous-location) : prestations

de service spécifiques, *Civ. 3^e, 27 juil. 2024*

1278

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Responsabilité civile (père et mère) :

exercice conjoint de l'autorité parentale,
Ass. plén., 28 juil. 2024

Manquement contractuel (tiers) : portée de

la responsabilité délictuelle, *Com. 3 juill. 2024*

Vente (garantie d'éviction) : cession du droit

au bail, *Civ. 3^e, 4 juill. 2024*

1279

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail d'habitation (époux) : renonciation à son

1281

DROIT PUBLIC

Droit administratif

Agent public (protection fonctionnelle) :

inconstitutionnalité du régime,
Cons. const. 4 juill. 2024

Santé publique

Infection nosocomiale (transfusion sanguine) :

présomption d'imputabilité,
Civ. 1^{re}, 26 juil. 2024

1283

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Procédure prud'homale (Défenseur

des droits) : présentation d'observations,
Soc. 26 juil. 2024

Licenciement économique (secteur d'activité) :

filiale d'un groupe, *Soc. 26 juil. 2024*

Médecin du travail (avis d'incapacité) :

recevabilité des contestations,
Soc. 3 juill. 2024

Plan de sauvegarde de l'emploi :

accord amiable de rupture du contrat,
Soc. 26 juil. 2024

Gérant de succursale (statut) :

conditions d'application, *Soc. 3 juill. 2024*

Clause de non-concurrence (renonciation) :

respect des conditions contractuelles,
Soc. 3 juill. 2024

1284

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence territoriale (clause attributive) :

renonciation à l'effecteur, *Com. 3 juill. 2024*

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR.69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

Mise en conformité (épave) : renouveau à son
droit du conjoint survivant, *Civ. 3^e, 4 juill. 2024*
Bail en général (dégradations du locataire) :
réparation du préjudice, *Civ. 3^e, 27 juin 2024*
Location en meublé (tourisme) : autorisation
de changement d'usage, *Civ. 3^e, 27 juin 2024*
Location en meublé (tourisme) : déclaration
préalable à la mairie, *Civ. 3^e, 27 juin 2024*

Opposition à l'annulation, *Comm. 3 juill. 2024*
Compétence européenne (lieu du fait
dommageable) : siège social de la société
mère, *CJUE 4 juill. 2024*
Fin de non-recevoir (délai) : opposition
à un appel principal, *Civ. 2^e, 4 juill. 2024*
Appel civil (conclusions) : portée de l'obliga-
tion de concentration, *Civ. 2^e, 4 juill. 2024*

Recueil Dalloz - 11 juillet 2024 - n° 26

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

11 juillet 2024 - n° 26 / 8047^e



POINTS DE VUE

1286

Les implications juridiques de la condamnation de D. Trump à New York
par Christophe Fabre

1288

Pénalisation des mortiers d'artifice
par Thomas Lebreton



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUES

1290

La nouvelle justice patrimoniale civile au sein de la
famille
par Quentin Guiguet-Schiélé

1296

Le législateur torpille les jurisprudences *INSERM* et
SMAC
par Jérémy Jourdan-Marques

NOTES

1311

Mise en conformité d'une construction : inachèvement
du chantier de l'exclusion de la proportionnalité,
note sous *Civ. 3^e, 4 avr. 2024*
par Maxime Cormier

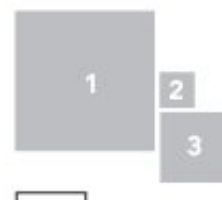
1315

Devenir des fonds propres versés sur un compte bancaire
en régime de communauté, note sous *Civ. 1^{re}, 2 mai 2024*
par Elisabeth Rousseau

PANORAMA

1301

Droit de l'exécution
mai 2023 – mars 2024
par Anne Leborgne et Jean-Denis Pellier



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
18 juillet 2024
n° 27 / 8048^e
pages 1321 à 1368

Article 1170 du Code civil :

“ Toute clause qui prive de sa substance l'obligation
essentielle du débiteur est réputée non écrite. ”

CHRONIQUE / Contrat et obligations

Bilan provisoire d'application de l'article 1170 du code civil :
ni inutile, ni dangereux

> *Julien Risser*

1343

ÉDITORIAL

1321 La législation, farce indigeste: l'exemple de l'article L. 626-20 du code de commerce, *Lionel Andreu*

ACTUALITÉS

- 1324 Crédit immobilier (condition suspensive): conséquences de la défaillance
- 1326 Crédit affecté (nullité): contrôle de la régularité formelle du contrat
- 1327 Action de préférence (conversion): exclusion du vote du titulaire
- 1327 Société civile (usufruitier): qualité pour contester les délibérations collectives
- 1328 Propriété (diffusion d'une vidéo): opposition par voie de référé
- 1329 Responsabilité délictuelle (préjudice): préjudice d'angoisse de mort imminente
- 1335 Saisie pénale immobilière (majeur protégé): inconstitutionnalité du régime
- 1335 Peine (réduction): application dans le temps de la loi du 22 décembre 2021

POINT DE VUE

1340 À quoi donc sert le droit pharmaceutique devant le juge européen? Pour réarmer la santé publique,
Francis Megerlin

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1349 **Panorama**: Baux commerciaux, *Marie-Pierre Dumont*
- 1359 **Notes**: De la copainte à la mère: précisions sur la condition de danger de l'ordonnance





1362 **NOTES** De la conjonction à la mère: présidence sur la correction de l'acte de mariage de l'inscription de protection, note sous Civ. 1^{re}, 23 mai 2024, Anna Matteoli et Julie Mattiussi
 1363 La vigilance notable sur les informations obtenues sous couvert d'anonymat, note sous Crim. 20 mars 2024, Philippe Collet

ENTRETIEN

1368 Nicolas Balat et Laurent Siguoir – Présentation par l'IFURTA (Pôle Transports) à l'Union européenne d'une proposition de révision du règlement sur les passagers aériens

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
 10 place des Vosges - CS 90358
 92072 Paris La défense Cedex
 Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
 www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
 DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
 DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARD, NICOLAS DISSAUX,
 BÉNÉDICTE FAUNARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
 ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
 src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLI-PRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juillet 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Lionel Andreu

1321 La législation, force indigeste :
 l'exemple de l'article L. 626-20
 du code de commerce

ACTUALITÉS

1324

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie
 Instrument de paiement (procurator):
 opération non autorisée, CJUE 11 juill. 2024

Consommation
 Crédit immobilier (condition suspensive):
 conséquences de la défaillance,
 Civ. 3^e, 11 juill. 2024

Crédit affecté (nullité): liquidation judiciaire
 du vendeur, Civ. 1^{re}, 10 juill. 2024

Crédit affecté (nullité): contrôle de l'attestation
 de livraison, Civ. 1^{re}, 10 juill. 2024

Crédit affecté (nullité): contrôle de la régularité
 formelle du contrat, Civ. 1^{re}, 10 juill. 2024

Surendettement (distribution): pouvoir
 souverain du juge, Civ. 2^e, 4 juill. 2024

Société et marché financier
 Cession de parts sociales (validité):
 déterminabilité du prix, Com. 10 juill. 2024

Action de préférence (conversion): exclusion du
 vote du titulaire, Com. 10 juill. 2024

Société civile (usufruitier): qualité pour
 contester les délibérations collectives,
 Civ. 3^e, 11 juill. 2024

1328

DROIT CIVIL

Bien-Propriété
 Propriété (diffusion d'une vidéo): opposition par
 voie de référé, Civ. 1^{re}, 10 juill. 2024

Contrat-Responsabilité-Assurance
 Prescription civile (suspension): régime des
 actions entre concubins, Civ. 1^{re}, 10 juill. 2024

Responsabilité délictuelle (préjudice):
 aggravation du préjudice corporel,
 Civ. 2^e, 11 juill. 2024

Responsabilité délictuelle (préjudice): préjudice
 d'angoisse de mort imminente,
 Civ. 2^e, 11 juill. 2024

Famille-Personne-Succession
 Enfant (Convention de La Haye): portée en cas
 de déplacement illicite, Civ. 1^{re}, 10 juill. 2024

Enfant (Convention de La Haye): État

améliorations, Civ. 3^e, 11 juill. 2024

Bail rural (SAFER): objectif environnemental
 du droit de préemption, Civ. 3^e, 11 juill. 2024

Location saisonnière (changement d'usage): pas
 de condamnation *in solidum*,
 Civ. 3^e, 11 juill. 2024

Construction-Urbanisme
 Démolition (exécution provisoire): constitutionnalité
 du régime, Cons. const. 10 juill. 2024

Copropriété
 Assemblée générale (contestation): interruption
 du délai de forclusion, Civ. 3^e, 4 juill. 2024

Fonds de travaux (cotisation annuelle):
 modalités de répartition, Civ. 3^e, 4 juill. 2024

Expropriation
 Procédure d'expropriation (appel): point de
 départ du délai, Civ. 3^e, 4 juill. 2024

1334

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (responsable du traitement):
 curateur professionnel, CJUE 11 juill. 2024

Données personnelles (violation): action des
 associations de consommateurs,
 CJUE 11 juill. 2024

1335

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale
 Saisie pénale immobilière (majeur protégé):
 inconstitutionnalité du régime,
 Cons. const. 10 juill. 2024

Peine (réduction): application dans le temps de
 la loi du 22 décembre 2021, Crim. 26 juin 2024

1336

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail
 Contrat de travail (contestation de la rupture):
 interruption de la prescription, Soc. 10 juill. 2024
 Comité d'hygiène et de sécurité (expertise):
 audition des salariés, Soc. 10 juill. 2024

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550
Filiale du groupe Lefebvre-Sarut
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

destinataire du retour, *C.M. 1^{er}, 10 juill. 2024*
Enfant (Convention de New York): portée en
cas de déplacement illicite, *Cv. 1^{er}, 10 juill. 2024*

Syndicat professionnel (action en justice):
harcèlement moral d'un salarié protégé,
Soc. 10 juill. 2024

1330

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail rural (cession): congé fondé sur l'âge du
preneur, *Cv. 3^e, 11 juill. 2024*

Bail rural (emphytéotique): transfert des
garanties au preneur, *Cv. 3^e, 11 juill. 2024*

Bail rural (cession): association au bail d'un
membre de la famille, *Cv. 3^e, 11 juill. 2024*

Bail rural (nullité): pas d'indemnité au titre des

1339

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Recours en révision (matière familiale): portée
d'un recours prématuré, *Cv. 2^e, 4 juill. 2024*

Voie d'exécution

Objet abandonné (vente): droit d'opposition du
propriétaire, *Cv. 2^e, 4 juill. 2024*

Notification (Union européenne): filiale située
dans un autre État membre, *CJUE 11 juill. 2024*

Recueil Dalloz - 18 juillet 2024 - n° 27

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

18 juillet 2024 - n° 27 / 8048^e



POINT DE VUE

1340

À quoi donc sert le droit pharmaceutique devant le juge
européen ? Pour réarmer la santé publique
par Francis Megerlin



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1343

Bilan provisoire d'application de l'article 1170
du code civil: ni inutile, ni dangereux
par Julien Risser

PANORAMA

1349

Baux commerciaux
avril 2023 - avril 2024
par Marie-Pierre Dumont

NOTES

1359

De la conjointe à la mère: précisions sur la condition
de danger de l'ordonnance de protection,
note sous *Cv. 1^{er}, 23 mai 2024*
par Anna Matteoli et Julie Mattiussi

1363

La vigilance notable sur les informations obtenues
sous couvert d'anonymat, note sous *Crim. 20 mars 2024*
par Philippe Collet



ENTRETIEN

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**

2

Revue critique de droit international privé - avril-juin 2024 - pages 209 à 410

DOSSIER

213

La loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024
pour contrôler l'immigration,
améliorer l'intégration

Rev. crit. DIP

Revue critique
de droit international privé

Avec les
contributions de :

Hans van Loon, Fabienne Jault-Seseke,
Thibaut Fleury Graff, Natalie Joubert,
Sabine Corneloup, Stéphanie
Gargoullaud et Jules Lepoutre

ref : 542402



Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Rev. crit. DIP SOMMAIRE

Revue critique
de droit international privé

ÉDITORIAL

Contrôler l'immigration, améliorer l'intégration ?
Horatia Muir Watt et Dominique Bureau.....209

DOSSIER

La loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration,
améliorer l'intégration..... 213
Retrouvez ce dossier en anglais sur Dalloz.fr 

La nécessité d'un cadre mondial de coopération
pour une réglementation durable de la migration de travailleurs
Hans van Loon..... 218

L'accès au séjour : l'objectif d'intégration au service
d'un discours brouillé
Fabienne Jault-Seseke 232

L'éloignement des étrangers dans la loi du 26 janvier 2024 :
régression des protections, extension des rétentions
Thibaut Fleury Graff..... 242

La loi Immigration du 26 janvier 2024 et les droits sociaux
Natalie Joubert..... 251

Une réforme structurelle du droit d'asile
Sabine Corneloup 261

La loi Immigration du 26 janvier 2024 et les règles du contentieux
administratif et judiciaire
Stéphanie Gardoulaud 271

La nationalité dans la loi du 26 janvier 2024 : une apparition éphémère, des questions persistantes Jules Lepoutre	283
---	-----

JURISPRUDENCE

Conflits de juridictions

À propos de l'inopposabilité de l'article 370-3 du code civil à un jugement d'adoption étranger – Civ. 1 ^{re} , 11 mai 2023, n° 21-24.178 note Rebecca Legendre.....	p. 291	CJUE, 3 ^e ch., 8 juin 2023, aff. C-567/216 note Emmanuel Jeuland	p. 298
Concentration des demandes et autorité d'un jugement étranger –		L'immunité de juridiction des États étrangers dans le cadre d'une instance en <i>exequatur</i> – Civ. 1 ^{re} , 28 juin 2023, n° 21-19.766 note Gilles Cuniberti.....	p. 318

Rev. crit. DIP - 2 - avril-juin 2024

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

La qualification du <i>pactum de contrahendo</i> dans le règlement Bruxelles I <i>bis</i> – CJUE 14 sept. 2023, aff. C-393/22 note Maud Minois.....	p. 332	O. Meyer, Public Policy and Private International Law. A Comparative Guide (Selina Mack).....	p. 385
La désignation d'une juridiction étrangère dans un contrat entre parties établies dans un même État membre relève de l'article 25 du règlement Bruxelles I <i>bis</i> – CJUE, 1 ^{re} ch., 8 févr. 2024, aff. C-566/22 note Dominique Bureau et Horatia Muir Wattt.....	p. 348	R. de Gourcy-Brac de la Perrière, Le statut patrimonial du conjoint survivant en droit international privé (Sara Godechot-Patris)	p. 387
Conflits de lois		M. Danov, Private International Law and Competition Litigation in a Global Context (Laurence Idot)	p. 390
Sanction pénale des dispositions du code du travail relatives à la santé et la sécurité des travailleurs : suite et fin – Crim. 16 janv. 2024, n° 22-83.681 note Dominique Bureau	p. 364	F. Varesis, Private International Law and Arbitral Jurisdiction (Bruno Sousa Rodrigues)	p. 393
Incidence d'un élément d'extranéité sur l'action en requalification d'une relation de travail en contrat de travail Soc. 17 janv. 2024, n° 22-16.107 note Fabienne Jault-Seseke	p. 373	Fr. Ferrari, Fr. Rosenfeld, and Ch. T. Kotuby, Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards: A Concise Guide to the New York Convention's Uniform Regime (Erik W. Brouwer).....	p. 396
		P. Zumbansen, The Oxford Handbook of Transnational Law (Adrien Pauchard)	p. 399
		D. Moura Vicente, Comparative Law of Obligations	

ÉCLAIRAGES

La légalisation des actes publics étrangers : nouveau fondement juridique et précisions (Décr. n° 2024-87 du 7 févr. 2024, JO 8 févr. 2024)
note Mariel Révillardp. 379

BIBLIOGRAPHIE

Livres

V. Lazić et P. Mankowski, The Brussels I-Bis Regulation. Interpretation and Implementation (Marion Ho-Dac).....p. 383

(Anne Ārigot-Laperrousaz).....p. 402

J. S. Pasmer, Reparations in Domestic and International Mass Claims Processes – Justice and Money (Delphine Porcheron).....p. 405

R. Bork, Advanced Introduction to Cross-Border Insolvency Law (Andra Cotiga)p. 407

JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Pouvoir de céder
l'unique fonds social :
triomphe des statuts
Com. 13 mars 2024,
note Jean-François Barbiéri p. 431

Sociétés anonymes

Pas de vote consultatif sur la
dissociation des pouvoirs du PDG
T. com. Nanterre, 23 mai 2024,
note Dominique Schmidt p. 437

Sociétés par actions simplifiées

Clauses statutaires d'exclusion
et droit de participer aux décisions
collectives : l'ajustement
de la portée du réputé non écrit
Com. 29 mai 2024,
note Louis-Marie Savatier p. 441

Droit des sociétés cotées

Composition administrative
Com. 10 mai 2024,
note Thierry Bonneau p. 449

Droit pénal des sociétés

L'extension du principe de transfert
de la responsabilité pénale en cas
de fusion-absorption aux SARL
Crim. 22 mai 2023,
note Haritini Matsopoulou p. 457

REVUE DES SOCIÉTÉS

Juillet-Août 2024 - n° 7-8

ÉTUDE

La loi visant à accroître
le financement des entreprises
et l'attractivité de la France
(L. n° 2024-537 du 13 juin 2024)
Dispositions concernant le droit des sociétés
Alain Couret p. 419

CHRONIQUES

Chronique de droit des marchés
financiers
*L'ESMA consulte sur l'application
des normes ESRS : un chantier réglementaire
qui lui donnera une grande influence !*
Pierre-Henri Conac,
et Anne-Catherine Muller p. 465



Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Couverture | Sommaire

N° 7-8 - Juillet-Août 2024 / SOMMAIRE

Actualités _____ 414

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Étude _____ 419

La loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France
(L. n° 2024-537 du 13 juin 2024) – Dispositions concernant le droit des sociétés

Alain Couret _____ 419

Jurisprudence _____ 431

Sociétés en général

Pouvoir de céder l'unique fonds social :
triomphe des statuts
Note sous Com. 13 mars 2024
note Jean-François Barbiéri _____ 431

Cessions d'actions

La solidarité commerciale en cas de prise
de contrôle par deux cessionnaires
Note sous Com. 24 janv. 2024,
note Thibaut Massart _____ 434

Sociétés anonymes

Pas de vote consultatif sur la dissociation
des pouvoirs du PDG
Note sous T. com. Nanterre, 23 mai 2024
note Dominique Schmidt _____ 437

Sociétés par actions simplifiées

Clauses statutaires d'exclusion et droit
de participer aux décisions collectives :
l'ajustement de la portée du réputé non écrit
Note sous Com. 29 mai 2024
note Louis-Marie Savatier _____ 441

Sociétés civiles

SCI non immatriculée : perte définitive
de la personnalité morale
Note sous Civ. 3^e, 21 déc. 2023
note Thibault de Ravel d'Esclapon _____ 445

Droit des sociétés cotées

Composition administrative
Note sous Com. 10 mai 2024
note Thierry Bonneau _____ 449

Commissaires aux comptes

Lorsqu'un commissaire aux comptes démissionne
en cours de mandat, il est nécessaire de désigner
un nouveau commissaire pour la durée du mandat
restant à courir
Note sous Com. 10 mai 2024
note Philippe Merle _____ 454

Droit pénal des sociétés

L'extension du principe de transfert
de la responsabilité pénale en cas
de fusion-absorption aux SARL
Note sous Crim. 22 mai 2024
note Haritini Matsopoulou _____ 457

Droit fiscal des sociétés

Pacte « Dutreil ISF » et activité principale
de la société
Note sous Com. 13 mars 2024
note Xavier Cabannes _____ 461

Chronique de droit des marchés financiers _____ 465

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller et Johan Prorok

Juillet-Août 2024 / REVUE DES SOCIÉTÉS / 413



QUESTION PRATIQUE

EVALUATION DES TIERS : IDENTIFICATION ET ANALYSE DES SIGNAUX D'ALERTE

Quels signaux doivent être pris en compte et comment évaluer le niveau de risque qu'ils révèlent ?

22



www.efl.fr



À LA UNE

Biens de l'entreprise - Loyer commercial binaire : le rôle du juge pour fixer le loyer de renouvellement est étendu

14

Question pratique - Marché du travail : gare aux ententes anticoncurrentielles entre employeurs

26

Finances de l'entreprise - Responsabilité d'une banque en cas de fraude à l'aide d'une carte bancaire : quel délai de prescription ?

13

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Transformation en société par actions
- 4 - Conditions auxquelles les anciens associés de société civile sont tenus des dettes sociales
- 5 - Associé exclu demandant en référé le report de la résolution concernant le rachat de ses parts
- 6 - Apport remis en cause pour fraude paulienne
- 7 - Action sociale des membres d'une association

Bourse

- 8 - Action de concert ayant pour but d'empêcher un retrait obligatoire après une OPA

Entreprise en difficulté

- 10 - Ouverture d'une procédure collective en France contre un étranger

Contrats

- 11 - Réparation de la perte de chance résultant de la rupture fautive de pourparlers
- 11 - Exécution de mauvaise foi d'un contrat
- 12 - Caducité d'une promesse de vente

Finances de l'entreprise

- 13 - Responsabilité de la banque pour paiement non autorisé
- 13 - Irrégularité d'un billet à ordre pour défaut de date
- 14 - Taux de l'intérêt légal pour le 2nd semestre 2024

Biens de l'entreprise

- 14 - Loyer commercial binaire : rôle du juge pour fixer le loyer de renouvellement
- 15 - Action en requalification d'un bail dérogatoire en bail commercial
- 16 - Action en contrefaçon de brevet par le cessionnaire
- 17 - ILC, Ilat et ICC au 1^{er} trimestre 2024

Concurrence

- 17 - Autorisation d'exploitation d'un drive

Consommation

- 18 - Informations sur les caractéristiques essentielles du crédit à la consommation
- 18 - Application de l'interdiction des pratiques commerciales déloyales
- 19 - Qualité de professionnel d'une association
- 19 - Libre accès à des normes techniques européennes
- 20 - Obligation d'information du consommateur en cas de « shrinkflation »
- 21 - Signalement à la Commission européenne d'un produit non alimentaire dangereux

Question pratique

- 26 - Marché du travail : gare aux ententes anticoncurrentielles entre employeurs

Veille

- 29 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



22

**EVALUATION DES TIERS :
IDENTIFICATION ET ANALYSE
DES SIGNAUX D'ALERTE**

REVUE LAMY

Droit des Affaires

Chronique : Droit de la conformité bancaire, un an de décisions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

Jérôme *LASSERE CAPDEVILLE*

- L'apparente opposition entre principe de réparation intégrale et principe de proportionnalité
Héloïse MEUR
- La cessation des fonctions du directeur général d'une société anonyme
ne constitue pas une révocation
Deen GIBIRILA
- Le critère effectif de distinction entre garantie autonome et cautionnement
Olivier MARAUD
- De la distinction entre l'acte non daté et l'acte dénué de date certaine
Léa BUREAU
- Les exceptions à l'obligation de déposer un projet d'offre publique
Nicolas de WITT & Charlène FOFANA
- L'encadrement souhaitable des clauses de bad leaver : création de nouvelles
dispositions visant à encadrer les clauses de bad leaver (2nde partie)
Marie BLONDEL

205 | MENSUEL
JUILLET-AOÛT 2024

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel de CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Brice Lemercier

Ont collaboré à ce numéro :

Annabelle Grosjean, Victoria Mauriès, Brintha Selvachandran et Rolanda Ono

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 65,34 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58
APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2024/205, n° 8003 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

Sommaire

ACTUALITÉS

FOCUS P. 3

- Transfert de responsabilité pénale à la société absorbante en cas de fusion-absorption : extension aux sociétés à responsabilité limitée

Héloïse PLANCKAERT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 5

SOCIÉTÉS COMMERCIALES P. 12

- La cessation des fonctions du directeur général d'une société anonyme ne constitue pas une révocation

Deen GIBIRILA

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ P. 15

- Le critère effectif de distinction entre garantie autonome et cautionnement

Olivier MARAUD

CONTRAT P. 20

- De la distinction entre l'acte non daté et l'acte dénué de date certaine

Léa BUREAU

RESPONSABILITÉ P. 25

- L'apparente opposition entre principe de réparation intégrale et principe de proportionnalité

Héloïse MEUR

PERSPECTIVES

ÉTUDE P. 31

- Les exceptions à l'obligation de déposer un projet d'offre publique

Nicolas de WITT & Charlène FOFANA

CHRONIQUE P. 37

- Droit de la conformité bancaire : un an de décisions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

Jérôme LASSERE CAPDEVILLE

ANALYSE P. 47

- L'encadrement souhaitable des clauses de bad leaver : Création de nouvelles dispositions visant à encadrer les clauses de bad leaver

Marie BLONDEL

Actualité des procédures collectives, n° 13 du 05 juillet 2024

Sommaire du numéro

Repère

REVENDICATION

Les biens relevant du domaine public ne se revendiquent pas

N° 147 - Par Maud LAROCHE

[Consulter le PDF](#)

Alertes

LÉGISLATION | COPROPRIÉTÉ EN DIFFICULTÉ

Les dispositions relatives aux copropriétés en difficulté sont modifiées

N° 148 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | RELEVÉ DE FORCLUSION

Point de départ du délai de l'action en relevé de forclusion

N° 149

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Le débiteur en procédure collective peut-il former une réclamation contre l'état des créances ?

N° 150

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCIERS ANTÉRIEURS

Aides de minimis : adaptation des articles 107 et 108 du Traité FUE

N° 151

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ARRÊT DES POURSUITES

Situation de l'acheteur de panneaux photovoltaïques confronté à la défaillance du vendeur installateur : nouveau rappel concernant le domaine de l'arrêt des poursuites

N° 152 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ARRÊT DES POURSUITES

L'exequatur d'une sentence arbitrale aux fins de reconnaissance du montant de la

créance ne heurte pas le principe de l'arrêt des poursuites

N° 153

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCE EN COURS

Instance interrompue par l'ouverture d'une procédure collective : la cour d'appel peut relever d'office le caractère réputé non avenu du jugement au fond quand le liquidateur ne comparait pas

N° 154 - Par Thierry LE BARS

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCE EN COURS

La décision rendue en dépit de l'interruption des instances en cours est non avenue

N° 155

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATION

Un aéronef de la DGDDI utilisé pour ses missions de service public est un bien appartenant au domaine public, exclu du gage commun des créanciers et ne relève pas de la procédure de revendication

N° 156

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 7 du 01 juillet 2024

Sommaire du numéro

Repère

ATTRACTIVITÉ FINANCIÈRE

Loi Attractivité financière : une réforme peut-elle en cacher une autre ?

N° 7 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance des sociétés : la cour d'appel de Paris rend ses premières décisions

N° 90

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Absence de convocation régulière d'un associé (majoritaire) à l'assemblée générale : consécration de la théorie du vote utile

N° 91 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La nullité des résolutions n'est pas si simple à obtenir !

N° 92 - Par Marine DESTREGUIL

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | STATUTS

Invalidité de la stipulation de la clause d'exclusion ayant pour objet ou pour effet de priver l'associé de voter sur sa propre exclusion

N° 93 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSOCIÉ

Précisions inédites sur la clause statutaire de renonciation à la revendication de la qualité d'associé et le régime de la renonciation

N° 94 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ACTION PAULIENNE

Action paulienne : l'apport d'un immeuble à une SCI en contrepartie de parts sociales

peut-il constituer un acte d'appauvrissement du débiteur ?

N° 95

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SARL

SARL : responsabilité pénale de la société absorbante pour des faits commis par la société absorbée avant l'opération

N° 96 - Par Hanna ABITBOL

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOCIÉTÉ

Désignation du mandataire représentant les copropriétaires indivis de parts sociales : procédure de référé

N° 97

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE

Défaillances d'entreprises mai 2024

N° 98

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Inapplicabilité de l'article 14 du Code civil aux procédures collectives à l'encontre d'un débiteur étranger

N° 99

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Déclaration d'une créance au mandataire judiciaire ne vaut pas reconnaissance

N° 100

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRÊT

Annulation d'un prêt ou d'une vente dans le cadre d'une liquidation judiciaire : action réservée au liquidateur

N° 101 - Par Lyna SAIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | JUGE DES RÉFÉRÉS

Conditions de nomination de l'administrateur provisoire en référé

N° 102

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FORFAIT SOCIAL

Le forfait social peut-il être appliqué à un dirigeant de société affilié à la sécurité sociale d'un autre État membre de l'UE ?

N° 103

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRANSMISSION D'ENTREPRISE

Pacte Dutreil : précision du champ des activités éligibles à l'exonération partielle de DMTG

N° 104

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ATTESTATION DU BÉNÉFICE

Contestation de l'attestation du bénéfice et intégration des résultats des sociétés en participation

N° 105 - Par Thierry RUCKEBUSCH

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GREENWASHING

Greenwashing : les AES appellent à une surveillance renforcée et à de meilleures pratiques

N° 106

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ESG

L'importance de l'ESG dans les fusions et acquisitions

N° 107

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ESMA

ESMA : critères harmonisés pour l'utilisation des termes ESG et de durabilité dans les noms de fonds

N° 108

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFME

Recommandations de l'AFME pour relancer la titrisation en Europe

N° 109 - Par Samia MAOUCHE

[Consulter le PDF](#)

Trois questions à

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Condamnation de la Suisse par la CEDH pour inaction climatique : quels impacts pour les entreprises françaises ?

N° 3 - Par Gépy KOUDADJE , Félix THILLAYE et Yann UTZSCHNEIDER

[Consulter le PDF](#)

Étude

PARTS SOCIALES

Le nantissement de parts sociales est-il une sûreté entravée par le droit des sociétés ?

N° 9 - Par Étienne DUTEIL

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | DROITS SOCIAUX

Portée juridique de la signature scannée sur une promesse de vente de parts sociales

N° 88 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | PACTE D'ASSOCIÉS

Inter partes, la date d'un pacte d'associés sous seing privé peut être prouvée par tous moyens

N° 89 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET AUTRES GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE

La mise à disposition à titre gratuit au profit d'un associé d'un bien social doit être expressément prévue !

N° 90 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET AUTRES GROUPEMENTS | ASSOCIATION

Diverses précisions quant à l'application des règles des sociétés en participation aux AARPI

N° 91 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SOCIÉTÉ ANONYME

Les pouvoirs très limités du président du directoire en matière de garanties

N° 92 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

Précisions imprécises sur la nullité pour irrégularité de convocation

N° 93 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Relevé de forclusion

N° 94 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Préjudice des associés

N° 95 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | SOCIÉTÉ EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

Voie de recours

N° 96 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | BANQUEROUTE

Banqueroute par absence de tenue de comptabilité et action civile du liquidateur judiciaire

N° 97 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | BANQUEROUTE

Banqueroute par détournement d'actifs et date de cessation des paiements

N° 98 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Gains tirés du rachat de titres de sociétés assujetties à l'impôt sur les sociétés : régime d'imposition applicable

N° 99 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE

Assujettissement d'une société civile immobilière à l'impôt sur les sociétés en raison de l'exercice d'une activité de marchand de biens

N° 100 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | DEVOIR DE VIGILANCE

[Publication de la directive CS3D : consécration du devoir de vigilance européen](#)

N° 101 - Par Morgane TIREL

[Consulter le PDF](#)

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | TRANSPOSITION DE LA DIRECTIVE CSRD

[Le nouveau reporting de durabilité : principales nouveautés](#)

N° 102 - Par Jean-Louis NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 28 du 15 juillet 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Dans nos veines coule la Seine

N° 912 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

Ibrahim Konaté, l'éloquence sur le ring

N° 913 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

De Coubertin à Thomas Jolly : constances et spécificités des cérémonies olympiques à la française

N° 914 - Par Sylvain BOUCHET

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

Un droit propre pour des Jeux propres

N° 915 - Par Romain BOFFA

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

Justice, les défis organisationnels des Jeux Olympiques et Paralympiques

N° 916 - Par Delphine IWEINS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | BAUX D'HABITATION

Classement en meublé de tourisme et changement d'usage : deux procédures distinctes

N° 917

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 juillet 2024

N° 918

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 24 au 30 juin 2024

N° 919

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | VIE PRIVÉE

Non-respect par la presse de l'anonymat d'une victime de viol par un cinéaste dans le contexte #MeToo et #balancetonporc

N° 920 - Par Margot MUSSON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCE CONSTRUCTION

Coup d'arrêt à l'extension de l'assurance obligatoire des existants

N° 921 - Par Jean-Pierre KARILA

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 27 juin au 10 juillet 2024

N° 922

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 23 juin 2024

N° 923

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | ACTION CIVILE

Après neutralisation de l'assaillant, plus de constitution de partie civile

N° 924 - Par Laetitia GAURIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DEVOIR DE VIGILANCE

La directive sur le devoir de vigilance en matière de durabilité est parue !

N° 925

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE DÉLOYALE

Bas les masques, Décathlon parasité

N° 926

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 juillet 2024

N° 927

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 24 au 30 juin 2024

N° 928

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS PAR ACTIONS SIMPLIFIÉES

Clause d'exclusion irrégulière dans la SAS : le prisme du réputé non écrit partiel

N° 929 - Par Arnaud REYGROBELLET

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PARTAGE DE LA VALEUR

Transposition au niveau réglementaire de mesures prévues par l'ANI relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise

N° 930

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | MÉDECINE DU TRAVAIL

Mesures d'application de la médecine du travail en détention

N° 931

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 juillet 2024

N° 932

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 24 au 30 juin 2024

N° 933

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

Décret d'application de la loi relative à l'industrie verte portant simplification de certaines procédures environnementales

N° 934

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Quel taux de TVA pour les sushis ?

N° 935 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SOCIÉTÉS D'EXERCICE LIBÉRAL

Imposition des associés de SEL dans la catégorie des BNC à partir de 2025

N° 936

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 4 au 10 juillet 2024

N° 937

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêt A du Conseil d'État du 24 au 30 juin 2024

N° 938

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | VENTE D'IMMEUBLE

La parole n'a pas valeur d'acte

N° 939 - Par Nathanaël LESDEL

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | SOCIÉTÉS

Évaluation du prix de cession de droits sociaux : exclusion de la nullité de la vente pour vileté du prix et pour dol

N° 940

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | NATIONALITÉ

Le droit du sol à Mayotte

N° 941 - Par Fleur DARGENT

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

La Justice du TAS pendant les JO : au plus près des compétitions, des athlètes... et des questions géopolitiques et sociologiques

N° 942 - Par Carine DUPEYRON

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ÉVÈNEMENT

« Justice administrative et sport » Une exposition à retrouver tout l'été devant le Conseil d'État

N° 943

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | PRESSE

Les Jeux Olympiques et Paralympiques dans nos revues

N° 944

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

3 questions à Marie-Amélie Le Fur, présidente du Comité Paralympique et Sportif Français (CPSF)

N° 945

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES 2024

La Cité audacieuse, lieu totem pour des jeux féministes

N° 946 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Avocat plaidant et avocat postulant : une seule aide juridictionnelle pour tous !

N° 947 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE CIVILE

Magicobus : premier décret de simplification de la procédure civile et des règles concernant les professions réglementées

N° 948

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 28 du 11 juillet 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

TRAVAIL

3 QUESTIONS - Télétravail et jeux olympiques

N° 590 - Par Anne CARDON

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

Pratiques déloyales et arnaques pendant les JOP 2024 : la répression des fraudes veille au grain

N° 591

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit de la concurrence

N° 592

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Actes pratiques et Ingénierie sociétaire

N° 593

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Premier semestre 2024 de la FinTech

N° 594

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | AFFACTURAGE

Opposabilité d'une clause attributive de compétence à l'affactureur subrogé dans les droits de l'une des parties au contrat initial

N° 595

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Condition d'exclusion de la qualification de sous-location

N° 596

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Le contrôle juridictionnel de transparence des clauses « plancher » dans les contrats de prêts hypothécaires](#)

N° 597

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

[Effet relatif des contrats et opposabilité des clauses limitatives de responsabilité contractuelle aux tiers](#)

N° 598

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[La directive sur le devoir de vigilance en matière de durabilité est parue !](#)

N° 599

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Mention obligatoire de la garantie lors de la déclaration d'une créance assortie d'une hypothèque](#)

N° 600

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Demande de fixation d'une créance locative antérieure à l'ouverture du redressement judiciaire](#)

N° 601

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[L'omission d'un créancier sur la liste des créances entraîne son relevé de forclusion malgré la contestation de sa créance par le débiteur](#)

N° 602

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[La révélation de l'ouverture d'une procédure de conciliation ne peut justifier une déclaration de défaut par la banque](#)

N° 603

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Irrecevabilité de l'appel formé contre la désignation d'un technicien dans une liquidation judiciaire](#)

N° 604

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Mandataire judiciaire associé au sein d'une société et régularité formelle des déclarations de créances](#)

N° 605

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

[Relevé d'office d'un moyen, note en délibéré et respect du contradictoire : un trio](#)

gagnant !

N° 606

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Contestation de l'avis d'inaptitude mentionnant la dispense de tout reclassement

N° 607

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Renonciation à une clause de non-concurrence : courriel au lieu d'une lettre recommandée ?

N° 608

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Obligation pour l'employeur d'organiser la visite de reprise à la demande du salarié après un arrêt maladie de plus de 30 jours

N° 609

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Application du statut de gérant de succursale à une personne physique malgré un contrat de franchise signé avec une personne morale

N° 610

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Transposition au niveau réglementaire de mesures prévues par l'ANI relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise

N° 611

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Tolérance administrative pour l'application de l'exonération de CFE dans les BER jusqu'à fin 2024

N° 612

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

CIR : précisions sur le doublement du montant des dépenses pour les salariés en CDI ayant obtenu un doctorat postérieurement à leur embauche

N° 613

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Précisions sur les conditions matérielles de réalisation des vérifications de comptabilité

N° 614

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

L'opposabilité des sûretés réelles dans les procédures collectives

N° 1217 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Une extension du principe de la responsabilité pénale de la société absorbante du fait de la société absorbée

N° 1218 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PREUVE

De la valeur juridique d'une signature scannée

N° 1219 - Par Cédric LATIL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Les opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées

N° 1220 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les métiers de l'hôtellerie-restauration peuvent-ils tous être exercés sous le statut de travailleur indépendant ?

N° 1221 - Par Franck MOREL

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ENREGISTREMENT

Pacte Dutreil : un dispositif à haut risque pour le rédacteur d'actes

N° 1222 - Par Christelle ASSIMOPOULOS

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 29 du 18 juillet 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ENTREPRISE

3 QUESTIONS - Le devoir de vigilance devant la cour d'appel de Paris en attendant la transposition de la directive CS3D

N° 615 - Par Patrick KLUGMAN et Ivan TEREL

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Procédure de déclaration électronique des soupçons de blanchiment d'argent pour les avocats via la plateforme ERMES

N° 616

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Les mots en procédure : source des maux ?

N° 617

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue des procédures collectives civiles et commerciales

N° 618

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Perception par les chefs d'entreprise TPE-PME de l'impact des Jeux Olympiques

N° 619

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | BANQUE

Les crédits affectés : une responsabilité accentuée pour le prêteur fautif

N° 620

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FONDS DE COMMERCE

Indemnisation en cas d'éviction partielle d'un fonds de commerce à la suite d'une

expropriation

N° 621

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

La « loi européenne sur l'IA » est publiée !

N° 622

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Cession de marque : conséquence de l'absence d'inscription au registre des marques tenu par l'INPI

N° 623

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

« Droit à la réparation » : la directive est publiée

N° 624

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'exclusion du traitement égalitaire des créanciers dans la procédure de surendettement des particuliers

N° 625

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Cession de parts sociales : dans quelles conditions le prix lié à un événement futur est-il déterminable ?

N° 626

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Prescription de l'action en remboursement des droits sociaux d'un associé d'une société civile de médecins qui en a été exclu

N° 627

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Cession de parts sociales, clause d'ajustement du prix et vice du consentement

N° 628

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

SAS : précisions sur les actions de préférence

N° 629

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Harcèlement moral : preuve sous forme d'enregistrement clandestin

N° 630

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Harcèlement moral contre un salarié titulaire d'un mandat : recevabilité de l'action d'un syndicat

N° 631

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HYGIÈNE ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Prérogatives de l'expert en cas d'expertise pour risque grave

N° 632

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Discrimination en raison de l'état de santé lors d'un licenciement pour motif économique

N° 633

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Conseillers du salarié : l'autorisation de l'inspecteur du travail n'est plus requise pour les CDD « classiques » arrivés à échéance

N° 634

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Conditions de recevabilité de l'action en nullité d'un accord collectif par un comité social et économique

N° 635

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires

N° 636

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Cession de titres démembrés par donation : pas de prise en compte des droits de mutation acquittés par le donateur lors de la cession ultérieure par le donataire

N° 637

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires

AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

La demande d'inscription de résolutions consultatives logiquement refusée par le juge des référés

N° 1223 - Par François BARRIÈRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

SAS - Les actes extra-statutaires peuvent-ils déroger ponctuellement et pour un cas spécifique aux statuts ?

N° 1224 - Par Didier MARTIN et Neil LALAMI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Société - Société par actions simplifiée - Responsabilité des dirigeants - Dirigeant personne morale - SARL - Responsabilité de la gérante de la SARL

N° 1225

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le consommateur pauvre et le droit de la concurrence

N° 1226 - Par Cheik GALOKHO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Technique contractuelle

N° 1227 - Par Jean-Baptiste SEUBE , Marie-Pierre DUMONT , Philippe GRIGNON , Romain LOIR et Roberto THIANCOURT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Le manquement délibéré à des obligations professionnelles ne suffit pas pour caractériser une faute dolosive au sens de l'article L. 113-1 du Code des assurances

N° 1229 - Par Philippe CASSON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SURENDETTEMENT

Effet de la suspension et de l'interdiction des procédures d'exécution sur la prescription des créances

N° 1230 - Par Tristan GHEIDENE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Contrats et obligations - Contrat de vente - Nullité de la vente - Vente de véhicule - Véhicule automobile d'occasion - Vice du consentement de l'acheteur - Vendeur professionnel

N° 1228

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Surendettement des particuliers - Déchéance - Diminution volontaire de l'actif du débiteur - Règlement de créances non déclarées - Diminution de l'actif au détriment des créanciers déclarés

N° 1231

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle et contentieux URSSAF

N° 1232 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

Réduction de capital dans le cadre du rachat par une société de ses propres titres : un débat étrangement relancé !

N° 1233 - Par Emmanuel DINH

[Consulter le PDF](#)

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Sanction de la violation de l'interdiction d'aliéner un bien
indispensable à la poursuite de l'activité : la nullité de la vente
plutôt que la résolution du plan de continuation → PAGE 9

Hélène **POUADE**

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

Des précisions attendues sur la portée de la présomption
de déclaration de créance par le débiteur
pour le compte du créancier → PAGE 27

Gérard **JAZOTTES**

DOCTRINE

La stratégie juridique du livre VI du Code de commerce
pour prévenir les difficultés → PAGE 50

Véronique **MARTINEAU-BOURGNAUD**

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJE201o4 • **Sociétés en difficulté : les voies de recours ouvertes aux associés** 4
Olivier MARAUD

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- BJE201o7 • **Sanction de la violation de l'interdiction d'aliéner un bien indispensable à la poursuite de l'activité : la nullité de la vente plutôt que la résolution du plan de continuation** 9
Hélène POUJADE – Cass. com., 2 mai 2024, n° 22-22968, FS-B

- BJE201o2 • **Faute du commissaire à l'exécution du plan dans le compte rendu de l'exécution complète du plan** 12
Karl LAFAURIE – Cass. com., 2 mai 2024, n° 22-21577, FS-D

LIQUIDATION JUDICIAIRE

- BJE201o1 • **Le Code de procédure civile, garant du principe de l'unicité de procédure mais profitable aux dirigeants condamnés** 16
Catherine VINCENT – Cass. com., 2 mai 2024, n° 23-13099, F-D

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE201o6 • **Regard sur la délicate qualification d'une garantie conclue à l'occasion d'un plan de redressement** 19
Sophie ATSARIAS-DUMAS – Cass. com., 13 mars 2024, n° 22-15438, F-B

- BJE201o5 • **La durée de la liquidation judiciaire n'a pas de prise sur le temps de la créance hors procédure** 23
Geoffroy BERTHELOT et Mathias HOUSSIN – Cass. com., 2 mai 2024, n° 22-21148, FS-B

- BJE201o3 • **Des précisions attendues sur la portée de la présomption de déclaration de créance par le débiteur pour le compte du créancier** 27
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 27 mars 2024, n° 22-21016, FS-B – Cass. com., 23 mai 2024, n° 23-12133, FS-B

- BJE201o0 • **Inutile revendication d'un quasi-immeuble par immatriculation** 30
Maud LAROCHE – Cass. com., 27 mars 2024, n° 22-14028, F-B

- BJE201n9 • **Débets et crédits du compte du débiteur postérieurement au prononcé de la liquidation judiciaire : quelles règles du jeu ?** 32
Thomas LE GUEUT – Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-19906, F-D

- BJE201m8 • **Une confirmation et une interrogation sur la répartition des compétences lors de la contestation d'une créance déclarée** 36
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-22939, F-B

- BJE201n8 • **Ô privilège de procédure, suspends ton vol !** 38
Hélène POUJADE – Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-23993, F-B

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE201m2 • **Précision sur le champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce** 42
Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE – Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-23647, F-B

DROIT SOCIAL ET FISCAL

- BJE201m5 • **Recours de l'AGS contre une ordonnance du juge-commissaire** 45
Anaëlle DONNETTE – Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-19471, F-B

- BJE201p1 • **Nouvelle victoire de l'AGS : recevabilité de son recours à l'encontre d'une ordonnance autorisant une transaction au profit d'un créancier antérieur rétenteur** 47
Francine MACORIG-VENIER – Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-19471, F-B

DOCTRINE

- BJE201n4 • **La stratégie juridique du livre VI du Code de commerce pour prévenir les difficultés** 50
Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD

- BJE201p0 • **Le sort de la portabilité en cas d'ouverture d'une procédure collective** 56
Emeric JEANSEN

- BJE201o8 • **Déterminer le contenu d'un PSE dans une entreprise en difficulté : regard critique des praticiens impliqués** 61
Hubert DE FRÉMONT

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

PRESTATAIRES

La Cour de cassation affirme que le service de RTO fourni par un CIF est indissociable de la prestation de conseil → PAGE 18

Jérôme HERBET

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Débats sur l'interprétation de l'article L. 233-10 du Code de commerce → PAGE 25

Dominique SCHMIDT

CHRONIQUE

Dérogations et autres aménagements à l'obligation de dépôt d'une OPO : panorama de l'activité décisionnaire de l'AMF (2022-2023) → PAGE 30

Jean-Christophe DEVOUGE et Alexandre CAPEL

Mesures de défense anti-OPA au sein des sociétés françaises du CAC 40 et du CAC NEXT 20 : panorama 2023-2024 → PAGE 42

Sous la direction de Frédéric BOUVET et Laurence VINCENT

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJB201v5 • **L'encadrement partiel de la finance « décentralisée » par MiCA, dans l'attente d'un MiCA II** 6
Sébastien PRAICHEUX et Célestine BARTHOUT

AUTORITÉS DE SUPERVISION

- BJB201v6 • **Recours contre la décision du collège de l'AMF d'ouvrir une procédure de sanction sans proposer la voie de la composition administrative** 10
Maxime GALLAND – Cass. com., 10 mai 2024, n° 22-21085, FS-B

- BJB201v7 • **Conditions du recours ouvert contre les décisions de l'AMF portant sur le refus d'ouvrir une enquête** 12
Maxime GALLAND – CE, 6^e-5^e ch. réunies, 26 avr. 2024, n° 468920

PRESTATAIRES

- BJB201v4 • **MIF 2 : les changements apportés par la révision de la directive et du règlement sur les marchés d'instruments financiers** 15
Pierre SUBIGER – PE et Cons. UE, dir. n° 2024/790, 28 févr. 2024, modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers : JOUE L 2024/790, 8 mars 2024 – PE et Cons. UE, règl. n° 2024/791, 28 févr. 2024, modifiant le règlement (UE) n° 600/2014 en vue de renforcer la transparence des données, de lever les obstacles à la mise en place de systèmes consolidés de publication, d'optimiser les obligations de négociation et d'interdire la réception d'un paiement pour le flux d'ordres : JOUE L 2024/791, 8 mars 2024

- BJB201w9 • **La Cour de cassation affirme que le service de RTO fourni par un CIF est indissociable de la prestation de conseil** 18
Jérôme HERBET – Cass. com., 27 mars 2024, n° 22-16136, F-B

- BJB201v2 • **Exercice illégal de l'activité de conseil en investissements financiers et droit à réparation de l'investisseur** 21
Laurent SAENKO – Cass. crim., 27 mars 2024, n° 22-84496, FS-B

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

- BJB201v8 • **Débats sur l'interprétation de l'article L. 233-10 du Code de commerce** 25
Dominique SCHMIDT – CE, 6^e-5^e ch. réunies, 29 mai 2024, n° 465740, Sté Dôm Finance

COMPLIANCE

- BJB201x4 • **LCB-FT : publication par l'AMF de sa nouvelle analyse sectorielle des risques** 28
Martine SAMUELIAN et Hugues VAYSSET – AMF, Analyse sectorielle des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, 10 juin 2024

CHRONIQUE

- BJB201v3 • **Dérogations et autres aménagements à l'obligation de dépôt d'une OPO : panorama de l'activité décisionnaire de l'AMF (2022-2023)** 30
Jean-Christophe DEVOUGE et Alexandre CAPEL
- BJB201w1 • **Mesures de défense anti-OPA au sein des sociétés françaises du CAC 40 et du CAC NEXT 20 : panorama 2023-2024** 42
Sous la direction de Frédéric BOUVET et Laurence VINCENT

À la une

Émotion et colère de la profession d'avocat après la publication d'une liste d'avocats « à éliminer »

Dans l'entre-deux-tours des élections législatives anticipées, la profession d'avocat a déposé plainte contre un site d'extrême-droite qui menaçait 97 avocats signataires d'une tribune appelant à défendre l'État de droit.



© Romain TALON_AdobeStock

Technique

Les règles de postulation devant le JEX : une apparente simplicité

par Florent LOYSEAU DE GRANDMAISON
sous Cass. 2^e civ., avis, 25 avr. 2024

Doctrine

Vent nouveau sur le statut de l'expert judiciaire

étude par Aurélie DARDENNE

Jurisprudence

Affaire "EncroChat" devant la CJUE : premiers accrocs aux droits fondamentaux

note par Marie NICOLAS-GRÉCIANO
sous CJUE, 30 avr. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• David NOGUÉRO

Professeur à l'université Paris Cité (IDS – UMR-INSERM 1145)

• Xavier LEDUCQ

Avocat au barreau de Paris, cabinet CRTD & Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRAUDEL et Bélinda WALTZ-TERACOL



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique :

Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL465u5 ■ Émotion et colère de la profession d'avocat après la publication
d'une liste d'avocats « à éliminer » 3
- GPL465t8 ■ Avocat référent : la concertation est lancée 4
- GPL465l6 ■ CNB : les finances sont « saines » 5
- GPL465u0 ■ Les bâtonniers invités à visiter des lieux de privation
de libertés pour mineurs le 20 novembre 2024 6
- GPL465v2 ■ Surpopulation : une maladie qui contamine l'ensemble
du système carcéral 7

Technique

- GPL465u6 ■ Les règles de postulation devant le JEX : une apparente
simplicité
par Florent LOYSEAU DE GRANDMAISON sous Cass. 2^e civ., avis, 25 avr. 2024 9


Retour sur

- GPL465r5 - Dissolution de l'Assemblée nationale : le Conseil d'État
et le Conseil constitutionnel refusent de tout annuler
note par François-Xavier ARNOUX sous Cons. const., 20 juin 2024, Cons. const.,
26 juin 2024, CE, 14 juin 2024 et CE, 19 juin 2024 13

Doctrine

- GPL464c1 ■ Vent nouveau sur le statut de l'expert judiciaire
étude par Aurélie DARDENNE 15

Jurisprudence

- GPL465s7 ■ Affaire "EncroChat" devant la CJUE : premiers accroc
aux droits fondamentaux
note par Marie NICOLAS-GRÉCIANO sous CJUE, 30 avr. 2024 18
- GPL465l3 ■ La notification du droit au silence dans les procédures
de presse : à propos de la censure de l'article 51-1 de la loi
du 29 juillet 1881 par le Conseil Constitutionnel
note par Marie CORNANGUER sous Cons. const., QPC, 17 mai 2024 22
- GPL465d3 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 26
- GPL465g5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 31
- GPL465j6 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH
par Catherine BERLAUD 34
- GPL465n3 ■ Chronique de jurisprudence du Conseil d'État -
Contentieux administratif et Conv. EDH
par Benjamin DEFOORT <https://text.so/GPL465n3> 

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

Sous la responsabilité scientifique de
David NOGUÉRO et Xavier LEDUCQ

Avec la participation de

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRAUDEL
et Bélanda WALTZ-TERACOL

35

À la une

Le renforcement des droits du gardé à vue par la loi du 22 avril 2024 : mise en conformité avec le droit de l'Union européenne, mais encore ?

note par Rodolphe MÉSA sous L. n° 2024-364, 22 avr. 2024

La loi du 22 avril 2024 renforce le droit de faire informer et de communiquer avec un tiers, ainsi que l'effectivité du droit à l'assistance d'un avocat.



© Photographie.eu_AdobeStock

Actualité

Le défi juridique de la reproduction de la voix par l'IA

libres propos par Jean-Baptiste LECA

Technique

JO : les avocats parisiens entrent en jeu

par Benjamin PITCHO

Jurisprudence

La date limite du cautionnement de dettes présentes

note par Marc MIGNOT
sous Cass. com., 29 mai 2024

Retard important dû au manque de personnel pour le traitement des bagages : une circonstance extraordinaire ?

note par Pascal DUPONT
et Ghislain POISSONNIER
sous CJUE, 16 mai 2024

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• **Grégory DUMONT**

*Avocat au barreau des Hauts-de-Seine, associé,
CMS Francis Lefebvre Avocats*

• **Quentin GUIGUET-SCHIELÉ**

Maître de conférences à l'université Toulouse Capitole

AVEC LA PARTICIPATION DE

Guillaume BEAUSSONIE, Sylvain BERNARD, Sophie DEVILLE, Ariane GAILLIARD, Marie GAYET, Simon JARRY, Julien LAURENT, Yoann PRÉ, Christelle RIEUBERNET et Oriane VERGARA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL466a3 ■ JO : le parquet de Paris dans les starting-blocks 3
- GPL466c0 ■ Prix littéraire du barreau de Lille 2024 5
- GPL466b8 ■ État de droit : le CSM appelle à un sursaut 6
- GPL466a4 ■ « Nous sommes une profession ouverte et inclusive »
entretien avec Guillaume MARQUIS 8
- GPL464w3 ■ Le défi juridique de la reproduction de la voix par l'IA
libres propos par Jean-Baptiste LECA 10


Technique

- GPL466b9 ■ JO : les avocats parisiens entrent en jeu
par Benjamin PITCHO 12

Doctrine

- GPL466b6 ■ Le renforcement des droits du gardé à vue par la loi
du 22 avril 2024 : mise en conformité avec le droit de l'Union
européenne, mais encore ?
note par Rodolphe MÉSA sous L. n° 2024-364, 22 avr. 2024 14

Jurisprudence

- GPL465b6 ■ La date limite du cautionnement de dettes présentes
note par Marc MIGNOT sous Cass. com., 29 mai 2024 18
- GPL465n5 ■ Retard important dû au manque de personnel
pour le traitement des bagages : une circonstance extraordinaire ?
note par Pascal DUPONT et Ghislain POISSONNIER sous CJUE, 16 mai 2024 21
- GPL465k5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 25
- GPL465v9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 29
- GPL465p0 ■ Chronique de jurisprudence des procédures civiles d'exécution
par Claude BRENNER et Jean-Jacques ANSAULT <https://lext.so/GPL465p0>  31

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL466b5 ■ Stéphanie Van-Oostende, bâtonnière du barreau de Reims 32

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE 33

Sous la responsabilité scientifique de
Quentin GUIGUET-SCHIELÉ et Grégory DUMONT